

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 AVRIL 1910.

Projet de loi portant réorganisation du cadre des officiers d'artillerie
et des officiers comptables du matériel ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. **PIRMEZ**.

MESSIEURS,

Les Chambres ont voté les crédits nécessaires à la réorganisation de l'artillerie de campagne, mais il était inutile d'augmenter les cadres de l'artillerie avant que les canons ne soient livrés.

Aujourd'hui que la livraison est faite, le moment est venu de compléter et de réorganiser le cadre des officiers d'artillerie, d'où le projet soumis aux Chambres par M. le Ministre de la Guerre.

Le projet présenté est la réalisation des vœux de la Commission de 1900. Celle-ci demandait que l'armée de campagne compte : 48 batteries montées et 4 batteries à cheval, au lieu de 30 batteries montées et 4 batteries à cheval.

Ce vœu était très explicable, car le nombre de canons n'était plus en rapport avec le nombre d'hommes d'infanterie. La Sous-commission militaire de 1900-1901 estimait que les nécessités de la tactique exigeaient pour la Belgique une proportion de 4 canons par mille hommes d'infanterie.

Il nous plaît de constater que la proportion de 4 canons par mille hommes d'infanterie proposée aujourd'hui est celle que le Ministre de la Guerre

(1) Projet de loi, n° 112.

(2) La Commission était composée de MM. NERINGX, *président*, DE COSTER, LEFEBVRE, HYMANS, MONVILLE, PETIT, PIRMEZ.

Thiebaut proposait, le 21 mai 1873, dans son exposé des motifs de la loi du 16 août 1873 sur les modifications aux divers services de l'armée.

En Allemagne, la proportion de canons par mille hommes d'infanterie est de 9. En France, elle sera la même par l'application de la loi du 24 juillet 1909. Cette proportion plus grande s'explique, l'Allemagne et la France ayant chacune une armée offensive, tandis que le rôle de l'armée belge est défensif.

*
* *

L'augmentation de l'artillerie de campagne amène l'augmentation du nombre d'hommes incorporés dans l'artillerie.

Depuis 1902, le Ministre de la Guerre a augmenté progressivement le contingent de l'artillerie de campagne en vue de son passage à l'organisation nouvelle. Cette augmentation s'est faite au détriment des autres armes, sauf de la cavalerie.

Cette augmentation n'a aucune influence sur l'effectif de paix de l'armée, car, d'après la loi nouvelle sur la milice, l'effectif de paix ne peut être supérieur à 42,800 hommes.

*
* *

L'augmentation de l'artillerie de campagne amène également une augmentation du nombre d'officiers: la loi qui nous est présentée permet au Ministre de la Guerre de pourvoir à ces emplois nouveaux, de même qu'il lui permet de pourvoir à la création de quelques emplois d'officiers subalternes pour l'artillerie de forteresse. Ces derniers emplois sont devenus nécessaires par ce que le nombre total des batteries actives et de réserve de l'artillerie de forteresse a été porté, en 1902, de 65 à 78, sans que l'effectif ait été majoré et l'expérience ayant prouvé l'insuffisance numérique de ce personnel dans les formations de réserve.

*
* *

Si le projet de loi augmente l'artillerie de campagne de 18 batteries, le nombre de régiments d'artillerie de campagne est porté de 4 à 8. Cette augmentation du nombre de régiment hors de proportion avec le nombre des batteries nouvelles (18) est expliqué par ce fait que la Commission d'artillerie de 1906, d'accord avec la Sous-commission de 1900, propose la formation de régiment de six batteries actives.

L'exposé des motifs ne dit pas pourquoi le chiffre de 8 batteries actives existant aujourd'hui au 1^{er} et 3^e régiment d'artillerie, et de 9 batteries, dont 2 à cheval, existant au 2^{me} et 4^{me} régiment d'artillerie a été réduit à 6 batteries actives dans la nouvelle organisation.

Il semble que cette diminution de batteries actives par régiment a été adoptée dans le but de donner une brigade d'artillerie à chaque division d'armée.

*
* *

Si, d'une part, le nombre de régiment a été doublé en n'augmentant que de

18 le nombre de batteries nouvelles, le projet de loi maintient les batteries à 6 pièces.

La Commission d'artillerie de 1906, après une longue discussion, s'est ralliée à la batterie à 6 pièces, elle estime que cette batterie est suffisamment maniable. La Commission s'est ainsi ralliée au système allemand, contrairement au système français qui a adopté les batteries à 4 pièces. La solution préconisée par la Commission d'artillerie est avantageuse pour le trésor, car, au lieu de 18 batteries nouvelles, il nous aurait fallu créer 27 batteries nouvelles pour l'augmentation proposée et 45 batteries nouvelles pour modifier l'organisation des batteries existantes, soit 72 batteries nouvelles au lieu de 18.

*
* *

L'organisation nouvelle donne lieu à une dépense importante.

M. le Ministre de la Guerre a donné, à cet égard, les renseignements suivants :

« Les dépenses ordinaires du Budget devront être majorées de 1 million 200,000 francs, dont 400,000 francs seront demandés en 1910 et 800,000 francs en 1911. Ces dépenses se rapportent aux traitements, soldes et indemnités des officiers et des troupes, aux dépenses pour habillement, transports, chauffage, éclairage, au service de l'administration des régiments, etc.; au renouvellement et à la nourriture des chevaux.

» Les dépenses exceptionnelles seront de 619,000 francs en 1910 et 256,800 francs en 1911; elles sont relatives à l'achat de 824 chevaux de troupes nécessaires; 712 chevaux de trait et 112 chevaux de selle.

» En conséquence de ce qui précède, les crédits à demander en 1910 s'élèvent au total à 1,019,600 francs, savoir: 400,000 francs aux dépenses ordinaires pour les objets qui ont été définis plus haut et 619,600 francs pour l'achat des chevaux. »

Ces renseignements demandent quelques explications.

Les dépenses se rapportant aux traitements, soldes et indemnités aux officiers s'expliquent par la création des nouveaux emplois.

Les dépenses supplémentaires pour la solde, habillement de la troupe, semblent à première vue inutiles, le Ministre de la Guerre étant limité par la loi de milice sur le chiffre d'hommes de l'effectif de paix, mais il y a lieu de remarquer que les crédits nécessaires demandés constituent des suppléments de dépenses provenant de ce que la majoration d'effectif à l'artillerie comprend des sous-officiers et que, d'ailleurs, la solde de l'artillerie est plus forte que la solde de l'infanterie et du génie, armes sur lesquelles on a opéré les réductions d'effectif correspondantes.

La création de nouvelles unités exige des locaux nouveaux qui doivent être chauffés et éclairés, et occasionnent des transports plus nombreux de matériel et de troupe, d'où une majoration de dépenses.

Cette dernière explication, donnée par M. le Ministre de la Guerre, semble

prévoir la construction de nouvelles casernes; aussi, à la question qui lui a été posée à ce sujet, M. le Ministre a répondu :

« La réorganisation de l'artillerie nécessitera évidemment certaines constructions et transformations dans le casernement actuel. Il est à remarquer, d'ailleurs, que plusieurs de ces travaux (notamment à Gand, Anvers et Louvain) sont indépendants de cette question et décidés en principe depuis longtemps, soit par suite des nécessités locales, soit par suite de l'état de vétusté des locaux occupés.

» Toutefois, ces travaux se feront progressivement, et le casernement provisoire de l'artillerie réorganisée pourra être assuré en aménageant les casernes existantes et en logeant un certain nombre de batteries dans les camps d'instruction. »

* *

Le projet de loi propose également la réorganisation du cadre des officiers comptables du matériel.

L'avancement étant très lent dans ce cadre, depuis longtemps, des membres de la législature ont émis le vœu de voir l'avancement de ces officiers mieux réglé.

La fixation globale, sans distinction numérique dans les différents grades, des officiers comptables de rang subalterne, un arrêté royal réglant leur répartition d'après les nécessités du service et de l'avancement, répond au désir exprimé.

La Commission spéciale approuve le projet de loi à l'unanimité des membres présents, sauf une abstention.

Le Rapporteur,

MAURICE PIRMEZ.

Le Président,

E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 APRIL 1910.

Wetsontwerp tot herinrichting van het kader der officieren van de artillerie
en der officieren-rekenplichtigen voor het materieel ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **PIRMEZ**.

MIJNE HEEREN,

De Kamers hebben de noodige kredieten toegestaan ter herinrichting van de veldartillerie, doch het was nutteloos, de kaders der artillerie te vermeerderen voordat de kanons waren geleverd.

De levering is thans voltrokken; het oogenblik is dus gekomen om het kader der artillerie-officieren aan te vullen en herin te richten; dat is dan ook het doel van het ontwerp, door den heer Minister van Oorlog aan de Kamers onderworpen.

Dit ontwerp verwezenlijkt de wenschen der Commissie van 1900. Deze vroeg dat het leger te velde zou bestaan uit 48 bereden batterijen en 4 rijdende batterijen, in stede van 30 bereden en 4 rijdende batterijen.

Deze wensch was hoogst begrijpelijk, want het getal kanons was niet meer in verhouding tot het getal manschappen van het voetvolk. De militaire Ondercommissie van 1900-1901 achtte dat de vereischten der tactiek het getal van 4 kanonnen per duizend manschappen van het voetvolk opdrongen.

Het doet ons genoeg vast te stellen dat het heden voorgesteld getal van 4 kanonnen per duizend manschappen van het voetvolk de verhouding

(1) Wetsontwerp, n° 112.

(2) De Commissie was samengesteld uit de heeren NERINX, voorzitter, LEBEVRE, DE COSTER, HYMANS, MONVILLE, PETIT en PIRMEZ.

is welke de heer Minister van Oorlog Thiebaut den 21ⁿ Mei 1873 voorstelde in zijne toelichting der wet van 16 Augustus 1873, betreffende de wijzigingen in de verschillende diensten van het leger.

Duitschland heeft 9 kanonnen per duizend manschappen van het voetvolk. In Frankrijk zal hetzelfde bestaan krachtens de wet van 24 Juli 1909. Deze grootere verhouding is te begrijpen, daar Duitschland en Frankrijk ieder een leger hebben, dat aanvallend moet optreden, terwijl België's leger enkel ter verdediging moet dienen.

*
* *

Het versterken van onze veldartillerie geeft aanleiding tot de vermeerdering van het getal manschappen, bij de artillerie ingelijfd.

Sedert 1902 heeft de Minister van Oorlog de getalsterkte der veldartillerie geleidelijk vermeerderd met het oog op de aanstaande nieuwe inrichting. Dit gebeurde ten nadeele van de andere wapens, ter uitzondering van de cavalerie.

Die vermeerdering laat onverkort de getalsterkte van het leger op voet van vrede; immers, krachtens de nieuwe militiewet, mag die getalsterkte niet meer bedragen dan 42,800 man.

*
* *

De vermeerdering van de veldartillerie vergt insgelijks eene vermeerdering van het getal officieren; het thans ingediend wetsontwerp stelt den Minister van Oorlog in staat, in die nieuwe betrekkingen te voorzien, alsmede te zorgen voor het tot stand brengen van eenige betrekkingen van lagere officieren voor de vestingartillerie. Deze laatste betrekkingen zijn noodig geworden, omdat het gezamenlijk getal batterijen van den actieven dienst en van de reserve der vestingartillerie werd gebracht, in 1902, van 63 tot 78, zonder dat het getal manschappen werd vermeerderd; overigens, uit de ondervinding is gebleken dat het getal manschappen voor de batterij van de reserve ontoereikend is.

*
* *

Wordt door het wetsontwerp de veldartillerie vermeerderd met 18 batterijen, dan verhoogt tevens het getal regimenten der veldartillerie van 4 op 8. Deze vermeerdering van het getal regimenten buiten verhouding tot het getal nieuwe batterijen (18) is hierdoor te begrijpen dat de Commissie voor de artillerie in 1906, in gemeen overleg met de Ondercommissie van 1900, voorstelt, het regiment samen te stellen uit zes batterijen van den actieven dienst.

De Toelichting zegt niet waarom het getal van 8 batterijen van den actieven dienst, thans bestaande bij het 1^o en bij het 3^o regiment artillerie, en het getal van 9 batterijen, waarvan 9 rijdende, bij het 2^o en het 4^e regiment artillerie, verminderd werd op 6 batterijen van den actieven dienst in de nieuwe regeling.

Deze vermindering van batterijen van den actieven dienst per regiment werd, naar het schijnt, aangenomen om aan elke legerafdeeling eene artilleriebrigade te geven.

*
* *

Zoo het ontwerp, eenerzijds, het getal regimenten verdubbelt, alhoewel het getal batterijen slechts met 18 wordt vermeerderd, het handhaaft, anderzijds, de batterijen met 6 stukken.

Na lange beraadslaging heeft de Commissie voor de artillerie, in 1906, besloten tot de batterij met 6 stukken, achtende dat die batterij degelijk kan bestuurd worden. Zoodoende sloot de Commissie zich aan bij het Duitsche stelsel, in strijd met het Fransche stelsel dat de batterijen met 4 stukken aannam. De oplossing, voorgesteld door de Commissie voor de artillerie, is voordeelig voor de Schatkist; immers, in stede van 18 nieuwe batterijen, hadden wij 27 nieuwe batterijen voor de voorgestelde verhooging en 45 nieuwe batterijen tot wijziging van de regeling der bestaande batterijen tot stand moeten brengen, dus 72 nieuwe batterijen in stede van 18.

*
* *

De nieuwe regeling gaat gepaard met eene aanzienlijke uitgave.

Dienaangaande verstrekke de heer Minister van Oorlog de volgende inlichtingen :

« De gewone uitgaven der Begrooting zullen met 1,200,000 frank moeten verhoogd worden, waarvan 400,000 frank in 1910 en 800,000 frank in 1911 zullen aangevraagd worden. Die uitgaven betreffen de jaarwedden, de soldij en de vergoedingen der officieren en der troepen, de kosten voor kleeding, vervoer, verwarming, verlichting, dienst van administratie der regimenten, enz. ; aankoop van nieuwe paarden, het voeden van de paarden.

» De uitzonderlijke uitgaven zullen, in 1910, 619,000 frank en, in 1911, 256,000 frank bedragen ; zij betreffen het aankopen van 824 paarden voor het leger : 712 trekpaarden en 112 rijpaarden.

» Daaruit volgt dat de in 1910 aan te vragen kredieten te zamen 1 miljoen 019,600 frank bedragen, te weten : 400,000 frank op de gewone Begrooting voor de hierboven vermelde benodigdheden en 619,600 frank voor het aankopen van paarden. »

Deze inlichtingen dienen ietwat verklaard te worden.

De uitgaven betreffende de jaarwedden, de soldij en de vergoedingen aan de officieren zijn veroorzaakt door het tot stand brengen van de nieuwe betrekkingen.

Op het eerste gezicht schijnen de nieuwe uitgaven voor de soldij, de kleeding van de manschappen niet noodig, daar de Minister van Oorlog niet meer manschappen in vredestrijd mag hebben dan de militiewet voor-

ziet, doch er dient te worden opgemerkt dat de noodige aangevraagde kredieten nieuwe uitgaven zijn, hierdoor veroorzaakt dat de vermeerdering van het getal manschappen bij de artillerie onderofficieren begrijpt en dat, overigens, de soldij bij de artillerie hooger is dan de soldij bij de infanterie en bij de genie, wapens waarop de overeenstemmende verminderingen van effectief plaats hadden.

Het tot stand brengen van nieuwe eenheden vergt nieuwe lokalen, die moeten verwarmd en verlicht worden en meer vervoer van materieel en van manschappen veroorzaken, bijgevolg ook hogere uitgaven.

Deze laatste uitlegging, door den heer Minister van Oorlog gegeven, schijnt het bouwen van nieuwe kazernen te voorzien; op de hieromtrent gestelde vraag antwoordde dan ook de heer Minister als volgt :

« De herinrichting van de artillerie zal natuurlijk sommige bouwwerken en veranderingen in de huidige kazerneering noodig maken. Er dient overigens te worden opgemerkt dat verscheidene dier werken (namelijk te Gent, Antwerpen en Leuven) niets gemeen hebben met dit vraagstuk; daartoe werd reeds sedert lang in beginsel beslist, hetzij ten gevolge van de plaatselijke noodwendigheden, hetzij omdat de betrokken gebouwen oud en versleten zijn.

» Evenwel zullen die werken geleidelijk uitgevoerd worden en in de voorloopige kazerneering voor de heringerichte artillerie zal kunnen voorzien worden door de behoorlijke inrichting van de bestaande kazernen en door het huisvesten van een zeker getal batterijen in de onderrichtingskampen. »

*
*
*

Het wetsontwerp stelt insgelijks voor, het kader der officieren-rekenplichtigen voor het materieel herin te richten.

Daar de bevordering in dit kader heel traag is, hebben leden der Kamers sedert lang den wensch uitgedrukt dat de bevordering van die officieren beter zou geregeld worden.

De gezamenlijke bepaling, zonder numeriek onderscheid in de verschillende graden, van het getal officieren-rekenplichtigen van lagere graad, mits een koninklijk besluit de indeeling dier officieren regelt volgens de noodwendigheden van den dienst en van de bevordering, beantwoordt aan bedoelden wensch.

Buiten ééne onthouding keuren al de aanwezige leden van de Bijzondere Commissie het wetsontwerp goed.

De Verslaggever,

MAURICE PIRMEZ.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

